

Un Québec divisé Le référendum de 1980

Claude-V. Marsolais

Numéro 41, printemps 1995

Dix rendez-vous avec notre histoire

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/8704ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (imprimé)

1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marsolais, C.-V. (1995). Un Québec divisé : le référendum de 1980. *Cap-aux-Diamants*, (41), 62–67.



UN QUÉBEC DIVISÉ

LE RÉFÉRENDUM DE 1980

par Claude-V. Marsolais

Le Gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, à une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples; cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures, ce qui est la souveraineté – et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie; aucun changement de statut politique résultant de ces négociations ne sera réalisé sans l'accord de la population lors d'un autre référendum; en conséquence, accordez-vous au Gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada?

OUI NON

L E RÉFÉRENDUM QUÉBÉCOIS DU 20 MAI 1980 sur la souveraineté-association eut un grand retentissement historique puisque c'était la première fois que les Québécois étaient invités à se prononcer sur leur avenir collectif depuis la fondation de la Nouvelle-France.

La question elle-même, un mandat de négocier plutôt qu'un mandat de réaliser la souveraineté-association, reflétait l'extrême prudence avec laquelle le gouvernement du Parti québécois, dirigé par René Lévesque, se permettait de remettre en cause des liens avec la majorité anglaise tissés depuis la Conquête de 1760.

Pourtant, de sa fondation en octobre 1968 jusqu'à l'élection provinciale de l'automne 1973, le Parti québécois avait préconisé une démarche beaucoup plus radicale, selon laquelle une victoire

Dans les rues des villes, c'est la guerre des affiches sur les balcons. «Mon NON est québécois» voisine allégrement avec les pancartes du «OUI». Photographie de P.H. Talbot, 1980. (Gracieuseté du journal «La Presse»).

électorale signifiait l'avènement de la souveraineté. Or cette position n'avait pas permis au Parti québécois de prendre le pouvoir.

À l'instigation de Claude Morin, le parti entreprend en 1974 de modifier son programme afin de le rendre plus acceptable à une majorité de Québécois. Le programme modifié par le

ce que l'on devait baptiser la «stratégie du trait d'union». La question référendaire fut en quelque sorte scellée lors du congrès du Parti québécois du 29 mai 1979 lorsque le gouvernement fit adopter un article l'engageant à demander par référendum aux Québécois un mandat relatif à la négociation avec le Canada d'une association entre États souverains. Un second référendum



Bien qu'axée sur la solidarité des Québécois, la tournée du chef du OUI, René Lévesque, n'est guère plus enlevante. Le premier ministre québécois se veut rassurant en indiquant que tant que les négociations n'auront pas abouti, rien ne changera après le 20 mai. Photographie de Michel Gravel, 1980. (Gracieuseté du journal «La Presse»).

congrès stipulera qu'après son élection, un gouvernement péquiste «mettra en branle le processus d'accession à la souveraineté en proposant à l'Assemblée nationale une loi l'autorisant à exiger d'Ottawa le rapatriement de tous les pouvoirs, à l'exception de ceux que les deux gouvernements voudront, pour fins d'association économique, confier à des organismes communs». Un second article prévoyait que dans le cas où il lui faudrait procéder unilatéralement, il puisse s'assurer au préalable de l'appui des Québécois par référendum.

Ce fut une stratégie gagnante puisque le Parti québécois l'emporta avec 41 pour cent des voix lors des élections générales du 15 novembre 1976. Mais aussitôt élu, le premier ministre René Lévesque renia le programme du parti et convainquit les militants, réunis en congrès en mai 1977, qu'il fallait d'abord s'assurer de l'appui des Québécois à la souveraineté par référendum avant d'adopter une loi exigeant le rapatriement de tous les pouvoirs. À l'automne 1978, devant le peu d'appui à la souveraineté-association (40 pour cent selon les sondages), Lévesque rectifia à nouveau le tir en déclarant que l'association économique devenait un préalable à la souveraineté,

pour entériner les modifications au statut du Québec fut même ajouté à la veille de la consultation populaire.

Les préparatifs d'Ottawa

Pendant que le gouvernement Lévesque tergiversait et étirait le temps, le gouvernement fédéral, de son côté, prenait de nombreuses mesures en vue de contrer une victoire du OUI au référendum.

Dès l'élection du Parti québécois le 15 novembre 1976, le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau mit sur pied un groupe de travail, composé de hauts fonctionnaires sous la direction de Paul Tellier et d'élus, avec le mandat de promouvoir l'unité nationale, de conseiller le premier ministre du Canada et de prévoir la stratégie fédérale. À l'été 1977, fut créé le Centre d'information sur l'unité canadienne, dont l'objectif était de faire la propagande en faveur du fédéralisme et de contrer le séparatisme. La Commission Pépin-Robarts fut chargée de préparer des propositions de réforme constitutionnelle susceptibles de convenir aux Québécois.

En même temps, le gouvernement fédéral aidait de ses deniers la création d'une foule de mouvements ou groupes de pression axés sur la promotion du fédéralisme et de l'unité nationale. Le plus important, avec 100 000 membres, fut le Mouvement Québec-Canada, présidé par Maurice Sauvé, qui ambitionnait de devenir l'organisateur de la campagne référendaire pour les

nemi juré des péquistes, Pierre Elliott Trudeau, qui avait annoncé l'automne précédent son retrait de la scène politique, se laissa convaincre de diriger à nouveau le Parti libéral du Canada.

Le lancement de la campagne référendaire en même temps que se déroulait la campagne électorale sur la scène fédérale contredisait l'inten-

Des discussions internes au sein du Comité préréférendaire Québec-Canada permettent en 1978 au nouveau chef du Parti libéral du Québec Claude Ryan de prétendre au rôle qui lui revenait de droit celui de présider la campagne du NON lors du référendum. Photographie de Pierre Côté, 1980. (Gracieuseté du journal «La Presse»).



forces du NON. À l'automne 1977, tous ces groupes ainsi que des représentants de partis politiques d'obédience fédéraliste, œuvrant aussi bien sur la scène provinciale que fédérale, s'unirent en un front commun, le Comité préréférendaire Québec-Canada, afin de parer à toute éventualité. Mais des dissensions internes éclatèrent l'année suivante, ce qui permit au nouveau chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan, de prétendre au rôle qui lui revenait de droit, celui de présider la campagne du NON lors du référendum.

La campagne référendaire

Le dévoilement de la question référendaire le 20 décembre 1979 à l'Assemblée nationale ouvrait les grandes manœuvres référendaires dans une période agitée.

En effet, le nouveau gouvernement minoritaire de Joe Clark, qui avait été élu le 22 mai 1979, venait d'être défait en Chambre le 13 décembre à la faveur d'une motion de non-confiance sur son budget, ce qui avait précipité le déclenchement d'élections fédérales le 18 février 1980. Or, l'en-

tion déclarée de René Lévesque de ne pas faire coïncider les deux événements. Néanmoins, ce facteur incontrôlable permit au Parti québécois de rattraper son retard sur les forces fédéralistes, d'autant plus que le chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan, fignolait alors les propositions constitutionnelles de son parti contenues dans le *Livre beige*.

Le débat sur la question référendaire à l'Assemblée nationale, qui débuta le 4 mars pour se terminer le 20, permit aux forces souverainistes de dominer la scène politique. C'est au cours de cette période que diverses personnalités annoncèrent leur adhésion au camp du OUI, dont le chef de l'Union nationale, Rodrigue Biron, et d'anciens ministres libéraux tels Kevin Drummond et Jean-Paul L'Allier.

Conjuguée avec l'annonce des nouvelles adhésions, la mauvaise prestation des libéraux lors du débat qui était télédiffusé permit au camp du OUI de dominer pour la première fois dans les sondages. L'Institut québécois d'opinion publique lui accordait 47 pour cent contre 44 pour cent au camp du NON à la mi-mars.

L'affaire des Yvettes

Alors que tout semblait perdu pour le camp du NON, une gaffe de la ministre péquiste de la Condition féminine, Lise Payette, permit à la campagne fédéraliste de se «remettre sur les rails».

Le 9 mars 1980, Mme Payette avait déclaré, lors d'une assemblée partisane dont le but était de dénoncer dans les manuels scolaires les modèles sexistes personnifiés par la petite Yvette, timorée et soumise, prisonnière du foyer familial, que «Claude Ryan était le genre d'hommes qu'elle haït puisqu'il va vouloir des Yvettes plein le Québec... Il est d'ailleurs marié à une Yvette».

Voyant dans la sortie de la ministre une insulte à l'endroit de la femme au foyer, des femmes libérales décidèrent de riposter en organisant un «Brunch des Yvettes» le 30 mars à Québec. L'événement connut un tel succès qu'on décida de rééditer l'exploit au Forum de Montréal le 7 avril. Cette fois 15 000 femmes y assistèrent. Ce fut une véritable rampe de lancement pour le camp du NON puisque partout en province les femmes se mobilisèrent pour défendre, sous la bannière fédéraliste, les valeurs traditionnelles centrées sur la famille et la religion.

Au moment du lancement officiel de la campagne référendaire le 17 avril, la coalition arc-en-ciel du camp du NON avait été complétée avec l'apport de tous les partis politiques à tendance fédéraliste œuvrant au Québec.



Assemblée des «Yvettes» réunissant 15 000 femmes au Forum de Montréal le 7 avril 1980. Photographie d'Armand Trottier, 1980. (Gracieuseté du journal «La Presse»).

Pierre Elliott Trudeau qui a une forte ascendance sur les Québécois, fait une dernière apparition le 14 mai à Montréal. Mettant sa tête en jeu et celle de sa députation, cette intervention du premier ministre canadien est déterminante et conduira au rapatriement de la constitution et à l'adoption de l'Acte constitutionnel de 1982 sans l'accord du Québec. Photographie de Robert Nadon, 1980. (Gracieuseté du journal «La Presse»).

L'organisation de la tournée du chef du NON avait été conçue à l'ancienne. D'innombrables orateurs discouraient pendant des heures sur les dangers de la séparation dans des salles bondées et enfumées. La plupart du temps, le chef du Parti libéral du Québec, Claude Ryan, prenait la parole après les heures de tombée des bulletins de nouvelles de la télévision comme pour fuir sa propre image. Seules les présences sporadiques de Camil Sam-

tard. Cela permit à la députation libérale de pourfendre les séparatistes et d'exacerber d'innombrables craintes telles la perte des pensions de vieillesse, des prestations d'assurance-chômage et de bien-être social, voire même des montagnes Rocheuses...

Le premier ministre canadien, Pierre Elliott Trudeau, en profita pour user de sa logique carté-



Le soir du 20 mai, Lévesque est fort dépité en prenant connaissance des résultats référendaires qui accordent 59,6 pour cent au camp du NON contre 40,4 pour cent au camp du OUI. Photographie prise au Centre Paul-Sauvé. Sans auteur, 1980. (Gracieuseté du journal «La Presse»).

son, chef du Ralliement des créditistes, et de Jean Chrétien, ministre fédéral de la Justice, donnaient du poids à ces assemblées.

Bien qu'axée sur la solidarité des Québécois, la tournée du chef du OUI, René Lévesque, n'était guère plus enlevante. Les rassemblements faisaient penser à des séances de collations de grades où le recteur va remettre ses diplômes aux élèves méritants, dans ce cas-ci des certificats d'adhésion au camp du OUI. Le premier ministre québécois se voulait rassurant en indiquant que, tant que les négociations n'auraient pas abouti, rien ne changerait après le 20 mai.

Le principal combat contre la souveraineté-association eut lieu à la Chambre des communes: un débat télévisé sur l'unité canadienne débuta le 15 avril pour se terminer deux semaines plus

sienne en avertissant les Québécois qui voteraient OUI qu'ils s'engageraient dans une impasse politique et juridique puisque les provinces anglophones avaient rejeté toute idée d'association économique.

Par la suite, M. Trudeau, qui avait un fort ascendant sur les Québécois, fit trois apparitions remarquées sur les tribunes du camp du NON. La dernière, le 14 mai à Montréal, fut déterminante: il mit sa tête en jeu et celle de sa députation en promettant de renouveler le fédéralisme... à sa façon. Cela devait conduire au rapatriement de la constitution et à l'adoption de l'Acte constitutionnel de 1982 sans l'accord du Québec.

Le soir du 20 mai, Lévesque fut fort dépité en prenant connaissance des résultats référendaires

qui accordaient 59,6 pour cent au camp du NON contre 40,4 pour cent au camp du OUI. Il s'attendait à un résultat final de près de 45 pour cent, ce qui aurait constitué une victoire morale puisqu'une majorité de francophones aurait été ainsi dégagée. Un tel résultat lui aurait permis d'avoir une position beaucoup plus confortable lors des négociations constitutionnelles qui allaient suivre. Mais la volonté populaire n'était pas portée vers le changement. Aussi se résignait-il à lancer au peuple québécois «À la prochaine».

Un événement chargé d'émotion

De toutes les consultations populaires au Québec, le référendum de 1980 aura probablement été celle qui a le plus soulevé les passions en raison des enjeux en cause et de l'extrême polarisation de l'opinion publique.

Pendant que les politiciens se donnaient des jabs sur la place publique, d'innombrables petites campagnes se menaient dans les milieux de travail. Les deux camps tentaient de convaincre les uns et les autres de signer des pétitions pour le NON ou pour le OUI. Dans les rues des villes, c'était la guerre des affiches sur les balcons. «Mon NON est québécois» voisinait allégrement avec les pancartes du OUI. Dans les familles, la divi-

sion prit parfois une tournure plus amère et hargneuse: des frères et des sœurs ne se parleront plus pendant des années.

Un événement aussi chargé d'émotion ne se déroule jamais sans incidents fâcheux. Les deux camps se sont mutuellement accusés d'avoir utilisé des tactiques d'intimidation et d'avoir commis des actes de vandalisme. On s'est plaint d'affiches et de placards publicitaires arrachés, de menaces de mort, de dommages à la propriété et aux voitures. Les plus graves plaintes eurent trait à des locaux de regroupement incendiés, à des voies de fait et à des coups de feu, incidents dont la police n'a jamais retracé les auteurs.

En fait, il ne s'est agi que d'incidents isolés. Montréal n'est pas Belfast et le Québec n'est pas le Liban. Et les felquistes de 1970 s'étaient transformés en pamphlétaire de salon. C'est sans doute pourquoi la campagne référendaire de 1980 s'est déroulée sur un mode civilisé, à l'image des Québécois qui ont inventé la Révolution tranquille! ♦

Claude-V. Marsolais est historien et journaliste. Il a publié, en 1992, *Le référendum confisqué. Histoire du référendum québécois du 20 mai 1980*, chez VLB Éditeur.

l'HEXAGONE et la question du Québec



Louis Balthazar

BILAN DU NATIONALISME AU QUÉBEC

Cet ouvrage tente d'établir une sorte de bilan de deux cents ans de nationalisme, en accordant une attention particulière au mouvement qui a ébranlé le Québec depuis la Révolution tranquille. Du nationalisme des Patriotes du début du XIX^e siècle à celui des indépendantistes contemporains, n'y a-t-il pas une certaine continuité?

224 p. / 16,95\$ / ISBN 2-89006-246-5



Fernand Dumont

LE SORT DE LA CULTURE

D'abord, l'auteur décrit quelques tendances de l'évolution actuelle de la culture, les enjeux qu'elle comporte, les tâches qu'elle implique. Les idéologies, les interprétations qui en proviennent sont soumises à l'examen critique. Ensuite, il tente de démontrer comment la raison contemporaine est en débat avec la culture, comment elle travaille à un nouvel humanisme. Capital!

342 p. / 24,95\$ / ISBN 2-89006-283-X



Andrée Ferretti et Gaston Miron

LES GRANDS TEXTES INDÉPENDANTISTES.

ÉCRITS, DISCOURS ET MANIFESTES QUÉBÉCOIS, 1774-1992

Un outil de référence et de réflexion, plus que jamais indispensable. «C'était demain... Tous ces textes ont un objectif commun: affirmer l'existence du pays de Québec, qui doit naître, librement, de la faillite du régime fédéral.» Stéphane Éthier, *Voix*

504 p. / 24,95\$ / ISBN 2-89006-453-0



Heinz Weinmann

DU CANADA AU QUÉBEC. GÉNÉALOGIE D'UNE HISTOIRE

Cet essai pose «la question du Québec» au-delà des simplifications idéologiques et des aveuglements partisans. Il propose une nouvelle donne d'un Québec complexe, tissé dans la trame même de son Histoire où présent et passé, conscient et inconscient se mêlent et s'entretiennent.

496 p. / 26,95\$ / ISBN 2-89006-267-8

DISTRIBUTION: LES MESSAGERIES ADP 955, RUE AMHERST, MONTRÉAL, QUÉBEC H2L 3K4
TÉL.: (514) 523-1182 TÉLÉCOPIEUR: (514) 939-0406 INTERURBAIN SANS FRAIS: 1 800 361-4806